

Résistances à l'adoption des pratiques agroécologiques : l'exemple du Burkina Faso

L'agroécologie, qui se décline en une diversité de pratiques, est intéressante pour répondre aux enjeux de durabilité agricole, qu'ils soient sociaux, environnementaux ou économiques. La Confédération Paysanne du Faso (CPF), fortement investie dans la promotion de l'agroécologie, revient ici sur les différents freins qu'elle a identifiés auprès des producteurs et productrices de son réseau à l'adoption de ces pratiques.

Au Burkina Faso, 80 % de la population rurale est employée dans l'agriculture et dépend donc largement des conditions climatiques pour vivre. Les changements climatiques à l'œuvre aujourd'hui sont un facteur aggravant des crises alimentaires déjà récurrentes. À cela s'ajoutent plusieurs décennies de promotion d'utilisation d'intrants chimiques de labours profonds après dessouchage des arbres, et d'autres mauvaises pratiques culturales qui ont participé à l'érosion de la biodiversité et des sols ainsi qu'à leur acidification et perte de fertilité, à la contamination des nappes phréatiques et des points d'eau de surface, etc. L'insuffisance de terres arables a également entraîné l'abandon d'une multitude de techniques importantes et favorables à la régénération des sols et du couvert végétal tels que les jachères. Cela s'est malheureu-

sement combiné avec une surexploitation des ressources naturelles, en lien avec la croissance démographique.

Les stratégies et les connaissances permettant de réagir aux perturbations climatiques existent chez les producteurs locaux, mais tendent aussi à être abandonnées au profit des nouvelles techniques et technologies. Cela s'explique en partie par la pénibilité de ces pratiques ancestrales, le manque de matériel adéquat, l'insuffisance de formation, la difficulté de mobilisation de ressources humaines, notamment des jeunes. Pourtant, un large panel de ces techniques s'apparente aux principes agroécologiques, aujourd'hui reconnus comme pouvant offrir des réponses crédibles sur les plans humains, agricoles et écologiques tout en rémunérant les producteurs. Communément définie comme "l'em-

ploi de principes et de concepts écologiques pour étudier, concevoir et gérer des agroécosystèmes durables" l'agroécologie regroupe un ensemble de pratiques agricoles, responsables et durables qui minimise les intrants chimiques, valorise les ressources naturelles et s'appuie sur des connaissances locales et scientifiques. En favorisant la diversité végétale et animale, et en stimulant les synergies entre différentes plantes et espèces, elle maximise la résilience des agroécosystèmes, tout en préservant les ressources naturelles du milieu et en atténuant les effets du changement climatique.

Convaincue de la pertinence de ce modèle, la Confédération Paysanne du Faso s'engage depuis près de cinq ans dans la promotion de ces pratiques auprès de ses membres. Cependant, différents blocages de nature technique, sociale ou encore structurelle freinent l'adoption de l'agroécologie par les paysans et paysannes, et avoir une compréhension fine de ces déterminants est indispensable pour encourager leur assimilation et leur inscription dans le temps des exploitations familiales (EF). Quels sont-ils ?

Facteurs sociaux et économiques

Il apparaît que l'âge des producteurs et des productrices est un facteur déterminant, à la fois pour des raisons de pénibilité du travail (les pratiques comme par exemple les demi-lunes ou le zai étant à la fois chronophages et difficiles) que pour des raisons de scepticisme face à l'innovation. On fait souvent rimer âge, expérience et donc meilleures aptitudes, pourtant les chefs de ménage les plus âgés sont moins enclins à pratiquer l'agroécologie, excepté lorsque le nombre d'actifs sur l'exploitation est élevé. Mais l'on observe aujourd'hui une pénurie de main-d'œuvre dans les EF, due notamment au désintérêt de la jeunesse pour ce secteur. Le niveau d'équipement des ménages est



La demi-lune est une technique essentiellement utilisée pour cultiver sur des terres fortement dégradées. Elle consiste à creuser des trous en forme de demi-lune pour y planter les cultures. La terre sortie lors du creusement permet de former un bourrelet protecteur (à gauche). La technique du cordon pierreux est essentiellement utilisée pour diminuer les dégâts des eaux de pluie sur le sol. Elle consiste à réaliser une structure linéaire constituée d'un empilement de pierres (à droite).

CPF

aussi un facteur important, le matériel agricole (charrue, charrette, botteuse, magasin de stockage de fourrage) facilitant l'adoption d'un plus large éventail de pratiques. L'ensemble des facteurs économiques, sont d'ailleurs liés entre eux : certains aménagements étant relativement coûteux (les diguettes en cordons pierreux coûtent par exemple 115 000 FCFA / ha (hors main-d'œuvre) et les digues filtrantes 180 000 FCFA / ha également sans la main-d'œuvre), ils restent inaccessibles pour la plupart des ménages. Pour cette raison, l'adoption plus massive de pratiques agroforestières, moins coûteuses chez les ménages ruraux les plus modestes serait plus pertinente et pour cela, l'accès à des formations et à l'information sont indispensables (p. 44). En bout de chaîne de production vient la contrainte du marché : l'absence d'une demande rémunératrice de produits labellisés AE reste aujourd'hui un des principaux obstacles.

Freins géographiques et fonciers

La distance moyenne des champs au domicile constitue un autre paramètre clé. L'éloignement freinant l'adoption de pratiques agroécologiques comme l'utilisation de la fumure organique, souvent produite autour du domicile puis transportée sur l'exploitation. L'absence de moyens de transport constitue ici un frein. Dans le contexte d'insécurité que traverse le Burkina Faso, cet éloignement physique des champs entraîne parfois leur abandon, notamment dans les zones les plus touchées. Par ailleurs, le manque de sécurité foncière amène certains paysans ou paysannes (p. 35) à ne pas investir dans la réalisation des techniques de conservation des eaux, de restauration des sols et de plantation d'arbres légumineuses, car ces derniers n'ont pas l'assurance d'exploiter la terre sur une longue période.

Compétences techniques et perceptions

Évidemment, plus les producteurs maîtrisent les pratiques, dans leur diversité et leur technicité, plus il est à la fois simple pour eux de les mettre en œuvre, mais aussi d'en faire la promotion. La CPF a observé durant ses enquêtes que de nombreux producteurs et productrices engagés en agroécologie n'avaient pourtant jamais reçu d'accompagnement technique. Les compétences acquises de façon empirique et via la transmission par les pairs avec mise en place de paysans formateurs endogènes sont donc un médium important de diffusion de l'agroécologie. La perception de la qualité sanitaire des aliments est aussi un critère favorisant l'adoption de pratiques AE par les ménages ruraux, tout comme les consommateurs avertis sont plus enclins à se tourner vers ce type de pro-



La diffusion par le bas des pratiques et techniques agroécologiques permet de stimuler l'adoption des pratiques, via des sessions de formation, un ancrage concret dans le maillage territorial, des partages d'expériences. Ici un groupe d'enseignants en formation dans le département de Ngréongo au Burkina Faso.

CPF

duits. Cependant, il y a un manque de sensibilisation généralisée sur la dangerosité des pesticides, dont une partie est illicite et/ou mal utilisée. Il est donc primordial de diffuser l'information sur ces questions de santé et de qualité nutritionnelle des produits (radio, services techniques, organisation de réunions villageoises, télévision...).

Comment stimuler l'adoption de pratiques agroécologiques ?

Dépasser ces résistances et mieux vulgariser les pratiques AE : ces enjeux sont saisis par la communauté des acteurs du développement rural ouest-africains, notamment les organisations de producteurs ou les réseaux assurant des missions de plaidoyer à l'échelle nationale ou régionale (au Burkina Faso par exemple la Coalition nationale de gestion durable des terres, ou à l'échelle régionale l'Alliance en agroécologie pour l'Afrique de l'Ouest, pilotée par le ROPPA).

Certains freins structurels demeurent très problématiques, au premier rang desquels le financement, les acteurs du secteur ne proposant pas de services adaptés au temps long et au risque associé à l'activité agricole en général. Renforcer le dialogue auprès d'acteurs moins "classiques", comme les incubateurs ou les investisseurs d'impact engagés dans la promotion de l'écosystème entrepreneurial est une piste qu'il faut donc investir. L'État pourrait soutenir la dynamique en subventionnant les bio-intrants et en réduisant les subventions vers l'agriculture conventionnelle, en formant les agents d'État à l'AE, en introduisant les principes AE dans les curricula des écoles.

De leur côté, les acteurs de terrain comme les organisations professionnelles agricoles pourraient prioritairement s'attacher à, d'une part encourager la mutualisation des

investissements (notamment l'acquisition collective d'équipements agricoles avec par exemple des prestations de service moyennant une rémunération à "prix étudié") et d'autre part à réinvestir massivement sur la question de la vulgarisation et l'encadrement de proximité. À ce titre, la CPF mise notamment sur la formation de formateurs endogènes : l'apprentissage par les pairs et la diffusion "par le bas" des pratiques agroécologiques, en s'appuyant sur des producteurs pilotes.

L'agroécologie, de par la diversité des pratiques et techniques qu'elle propose, ne peut pas être adoptée de façon uniforme à l'ensemble des filières, des territoires et des types de producteurs. Les opportunités offertes, en termes de rémunération, de productivité, de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de préservation environnementale sont solides, tout comme malheureusement les freins et les blocages. L'alignement des acteurs à même de porter à un niveau politique les évidences de terrain est une urgence. ■

Solange Ouattara



Chargée de projet à la Confédération Paysanne du Faso

EN SAVOIR PLUS :

Les analyses présentées dans cet article se basent sur les résultats d'une étude d'ampleur menée dans le cadre du Projet d'Intensification et de Vulgarisation des Pratiques Agro-écologiques dans les régions du Plateau-Central et du Centre-Ouest au Burkina Faso (PIVA/BF).